

Massacre sur quotas : "l'opération 00447" (URSS, 1937-1938)

Nicolas Werth

« Grâce à un travail stakhanoviste, nous avons arrêté en une semaine 3 008 individus en 1^{ère} catégorie. Le quota attribué à la région d'Omsk – 1 000 individus en 1^{ère} catégorie – est pulvérisé (...) Sollicite une révision de notre quota en 1^{ère} catégorie jusqu'à 8 000 » (I. Gorbatch, chef du NKVD de la région d'Omsk à N. Iejov, chef du NKVD de l'URSS, 8 août 1937).

« Au camarade Iejov. J'approuve et accorde une augmentation du quota jusqu'à 8 000. Staline. 15.08.37 »

(mention manuscrite, signée de Staline, sur le télégramme précédent)

Cet échange de dépêches sibyllines scellait le sort de 8 000 citoyens soviétiques « ordinaires » arrêtés par la police politique (NKVD) de la région d'Omsk, en Sibérie, en août 1937. À l'issue d'une procédure accélérée devant une juridiction d'exception, tous furent condamnés à mort et aussitôt fusillés dans le plus grand secret. En 1937-1938, dans le langage codé des correspondances secrètes échangées entre les plus hauts dirigeants du Parti et du NKVD, la « 1^{ère} catégorie » signifiait en effet la « mesure suprême de défense sociale », c'est-à-dire la condamnation à mort par fusillade (la « 2^e catégorie » signifiait la condamnation de la personne arrêtée à une peine de dix ans de travaux forcés dans un camp du Goulag – il n'existait pas d'autre « catégorie de condamnation »).

Les « dossiers spéciaux » (« *osoby papki* ») conservés dans le fonds Staline et le fonds du Comité Central¹, aux archives de la Sécurité d'État² et aux Archives présidentielles de la Fédération de Russie³, contiennent des centaines d'échanges de ce type, relatifs à la mise en œuvre de « l'opération 00447⁴ », la plus importante des « opérations répressives secrètes de masse » de 1937-1938. Cette seule opération se solda, en seize mois (août 1937-novembre 1938) par plus de 800 000 arrestations, autant de condamnations, dont 437 000 à 445 000 « à la première catégorie ». Au total, durant cette période, plus d'un million et demi de personnes furent arrêtées et condamnées, dont plus de 800 000 furent fusillées, soit 50 000 par mois, ou encore 1 600 par jour durant près de 500 jours. L'immense majorité des exécutions fut mise en œuvre dans le plus grand secret, les familles et les proches des suppliciés n'étant même pas informés de la sentence prononcée. Lorsqu'ils parvenaient, à l'issue de démarches longues et aléatoires, à obtenir du NKVD une « information », il leur était

¹ Archives d'État de Russie en histoire sociale et politique (RGASPI), Fonds 558 et fonds 17, inv. 162.

² Archives centrales du Service fédéral de la Sécurité (TsA FSB), Fonds 3, inv. 4.

³ Archives présidentielles de la Fédération de Russie (APRF), Fonds 3, inv. 58.

⁴ Ainsi libellée car elle résultait de « l'ordre opérationnel du NKVD n° 00447 » du 30 juillet 1937.

annoncé que leur proche avait été « condamné à dix ans de camp sans droit de correspondance ».

Purges et « opérations secrètes de masse »

Exhumées au cours des années 1990, les archives éclairant l'existence (jusqu'alors inconnue), les mécanismes et le déroulement de ces opérations secrètes ont révolutionné notre connaissance de ce qu'il était convenu d'appeler, depuis l'ouvrage de Robert Conquest paru en 1969, la « Grande Terreur⁵ ». Jusqu'au début des années 1990, l'accent avait été mis sur la seule face visible – et publiquement assumée par le régime soviétique – de la terreur stalinienne de la seconde moitié des années 1930 : les purges des élites politiques, militaires, économiques et intellectuelles, partiellement reconnues et dénoncées par Nikita Khrouchtchev dans son discours secret devant le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en février 1956. En réalité – on le sait aujourd'hui –, la Grande Terreur fut bien autre chose qu'une purge politique, plus vaste et plus sanglante que les précédentes : ce fut une formidable et meurtrière entreprise d'ingénierie sociale. Les opérations policières secrètes, planifiées et centralisées, décidées au plus haut niveau de l'État-Parti par Staline et mises en œuvre par l'immense appareil du NKVD de Nikolai Iejov, visaient à éliminer près d'un million et demi « d'éléments socialement nuisibles » et « ethniquement suspects ». Ces deux catégories étaient arbitrairement regroupées en deux grands ensembles ou, pour reprendre le vocabulaire codé des fonctionnaires de la police politique, en deux « lignes » : la « ligne koulak » et la « ligne nationale ». La première, définie par « l'ordre opérationnel du NKVD n° 00447 du 30 juillet 1937 », visait à « éliminer une fois pour toutes », selon les termes mêmes employés par Iejov dans le préambule du texte, un large éventail « d'ennemis » que l'on pourrait qualifier de « traditionnels » pour le régime bolchevik : les « ex-koulaks⁶ », les « gens du passé » (cette catégorie, ainsi dénommée par les responsables politiques et policiers, regroupait élites de l'ancien régime tsariste, membres du clergé, anciens membres de partis politiques non bolcheviques), ainsi qu'une vaste cohorte de marginaux sociaux regroupés sous le terme générique « d'éléments socialement nuisibles ». Le NKVD opérait sur la base de quotas régionaux d'exécution et d'internement pour dix ans en camp de travail, peine systématiquement reconduite si le détenu était encore en vie au bout de dix ans. La seconde « ligne », dite « nationale », définie par une dizaine d'opérations secrètes (« opération polonaise », « opération allemande », « opération de Harbin⁷ »,

⁵ Robert Conquest, *La Grande Terreur*, Paris, Stock, 1969 (réédition, Paris, R. Laffont, coll. « Bouquins », 1995).

⁶ Ce terme désignait les personnes déportées en 1930-1933 dans le cadre de la campagne de « liquidation des "koulaks" en tant que classe », concomitante de la collectivisation de l'agriculture. En théorie, les « koulaks » étaient les paysans les plus aisés (une aisance très relative, puisqu'il suffisait de posséder deux chevaux, deux ou trois vaches et une machine agricole un peu perfectionnée pour être classé, par les autorités, dans cette catégorie). En réalité, étaient catalogués comme « koulaks » tous ceux qui s'opposaient à la collectivisation forcée. Environ 2,5 millions de « koulaks » furent déportés, après avoir été spoliés de tous leurs biens, vers des régions inhospitalières du pays (Sibérie, Kazakhstan, Oural, Grand Nord), avec un statut de « déplacés spéciaux », qui en faisait des parias dans la nouvelle « société socialiste » en cours d'édification. Une proportion considérable d'entre eux parvint à s'échapper des « villages spéciaux de peuplement » où ils avaient été assignés à résidence, devenant ainsi des « hors-la-loi » dangereux aux yeux du régime.

⁷ Du nom de cette ville de Mandchourie qui avait abrité une importante colonie « d'expatriés » de nationalité soviétique, travaillant comme employés et cheminots de la Compagnie des chemins de fer de

« opération lettone », « opération finlandaise », « opération grecque », « opération estonienne », « opération roumaine », etc.) était dirigée tout particulièrement contre les émigrés (notamment politiques, mais pas exclusivement) de ces pays réfugiés en URSS, mais aussi contre les citoyens soviétiques d'origine polonaise, allemande, lettone, finlandaise, grecque..., et contre tous ceux qui avaient (ou avaient eu) un lien, aussi ténu fût-il, professionnel, familial, ou tout simplement géographique avec un certain nombre de pays identifiés comme hostiles (Pologne, Allemagne, pays Baltes, Finlande, Japon). Les habitants des régions frontalières se trouvaient de ce fait particulièrement vulnérables...

Les grandes opérations terroristes secrètes, à l'origine de plus de 90 % des arrestations, condamnations et exécutions en 1937-1938, visant des « catégories », des « contingents d'éléments » et s'apparentant à une forme d'ingénierie sociale, me paraissent devoir être clairement différenciées des purges menées parallèlement contre des élites et des cadres politiques, économiques, militaires et intellectuels, qui frappaient des individus précis au terme de procédures extra-judiciaires différentes, répondant à d'autres objectifs et à une autre fonctionnalité politique. Il s'agissait alors de remplacer une élite par une autre, plus jeune, souvent mieux formée, politiquement et idéologiquement plus obéissante et malléable, façonnée dans « l'esprit stalinien des années 1930 ». Ces purges devaient détruire tous les liens politiques, administratifs, professionnels et personnels générateurs de solidarités (ce que Staline appelait les « cercles de famille »), et promouvoir une nouvelle couche de jeunes dirigeants qui devraient leur carrière vertigineuse au « Guide » et lui seraient totalement dévoués. Aussi spectaculaire et politiquement significative fut-elle, l'arrestation et l'exécution d'un pourcentage souvent très élevé de cadres communistes, aussitôt remplacés par la génération des « promus » du Premier plan quinquennal (celle des Brejnev, Kossyguine, Souslov, Gromyko, qui allaient diriger l'URSS dans les années 1960-1970), ne représenta toutefois qu'une petite fraction (7 % environ) de l'ensemble des arrestations et des exécutions de la Grande Terreur⁸. Accompagnées d'un processus ritualisé de réunions, publiques ou semi-publiques, avec une participation sollicitée du public ou des militants communistes, des dénonciations et des autocritiques, les purges politiques représentèrent la face publique de la Terreur, dont la manifestation la plus éclatante fut les procès politiques à grand spectacle – les fameux « procès de Moscou » de 1936, 1937 et 1938, mais aussi les centaines de procès publics, à vocation pédagogique, de dirigeants communistes locaux, mis en scène dans de nombreux chefs-lieux de province⁹.

Chine orientale. Jusqu'en 1935, cette compagnie était gérée par les Soviétiques. Après la vente de cette compagnie au Japon, la plupart des cheminots et des employés revinrent en URSS. Pour les autorités, ils représentaient un vivier idéal « d'espions et de diversionnistes à la solde des services secrets japonais ».

⁸ Rappelons ici ces deux données : environ 44 000 responsables et cadres communistes furent condamnés (dont 85 % à la peine de mort) par le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, instance par laquelle passaient l'immense majorité des cas impliquant ce type d'accusés. Par ailleurs, sur environ 1,5 million de personnes condamnées par le NKVD en 1937-1938, on comptait environ 117 000 membres du Parti. Cf. Mark Jansen, Nikita Petrov, *Stalin's Loyal Executioner: People's Commissar Nikolai Ezhov, 1895-1940*, Stanford, Hoover Institution Press, 2002, p. 105.

⁹ Cf. Sheila Fitzpatrick, « How the Mice Buried the Cat : Scenes from the Great Purges in the Russian Provinces », *The Russian Review*, vol. 52 (3), 1993, p. 299-320 ; Michael Ellman, « The Soviet 1937-1938 Provincial Show Trials Revisited », *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n° 8, p. 1296-1310 ; Nicolas Werth, « Les petits procès exemplaires de la Grande Terreur en URSS », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 86, avril-juin 2005, p. 3-23.

« Formidable mécanisme de prophylaxie sociale¹⁰ », ces parodies de justice, accompagnées d'innombrables meetings, largement relayées par la presse et la radio, démasquaient de multiples « complots » et désignaient à la vindicte populaire des boucs émissaires responsables des difficultés rencontrées dans la « construction du socialisme » et des dysfonctionnements endémiques d'une industrialisation chaotique.

Tandis que les rituels d'anéantissement des « ennemis du peuple » envahissaient la sphère publique, les groupes opérationnels du NKVD mettaient en œuvre les « opérations secrètes de masse », dont les directives elles-mêmes n'étaient connues que d'un nombre extrêmement restreint de hauts dirigeants du Parti et du NKVD¹¹. C'est à cet aspect-là de la Grande Terreur que s'attachera cet article et, plus précisément, à la mise en œuvre de « l'opération 00447 »¹².

Mécanismes de prise de décision

Le point de départ de la plus importante et de la plus meurtrière des opérations secrètes de masse, qui allait entrer dans les *hidden transcripts* du NKVD sous le nom d' « Opération koulak », fut donné, le 2 juillet 1937, par Staline en personne. Au nom du Comité central, Staline adressa ce jour-là à tous les dirigeants régionaux et républicains du Parti une directive ultra-confidentielle leur demandant d'envoyer, sous cinq jours, une estimation du nombre de « koulaks et d'éléments criminels » qu'ils jugeaient nécessaire de faire arrêter et, « à l'issue d'une procédure administrative simplifiée devant une *troïka*¹² », de faire fusiller, ainsi qu'une estimation du nombre de « koulaks et d'éléments criminels moins actifs, mais néanmoins hostiles » qu'il conviendrait d'arrêter et d'exiler¹³. Dans les jours qui suivirent, les responsables régionaux du Parti envoyèrent à Moscou leurs premières estimations, fondées, semble-t-il, sur le nombre de personnes déjà fichées, au niveau local, par la police politique, mais aussi, dans un certain nombre de cas, par la police criminelle. Au 10 juillet, ces estimations, encore très partielles car portant uniquement sur 39 provinces, régions et républiques autonomes ou fédérées, concernaient déjà 65 400 « koulaks » et « éléments criminels » « à exécuter », et 135 300 à exiler.

Exception faite de Moscou, où Nikita Khrouchtchev, le « patron » de l'organisation locale du parti communiste, proposa de faire exécuter 8 500 « koulaks et éléments criminels » et d'exiler 32 805 autres « éléments moins dangereux¹⁴ », c'est dans les régions où avaient déjà, au cours des années précédentes, été exilés un grand nombre

¹⁰ Annie Kriegel, *Les Grands procès politiques dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972, p. 45.

¹¹ Seuls les chefs régionaux du Parti et du NKVD (moins de 200 hauts fonctionnaires pour tout le pays) étaient destinataires des « Résolutions strictement confidentielles du Politburo concernant les affaires du NKVD » et des « Ordres opérationnels du NKVD » relatifs aux « opérations de masse ».

¹² Le récit de cette opération reprend de larges extraits développés dans mon ouvrage, *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, URSS 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009 (réed. Points Seuil, 2011)

¹² Juridiction d'exception composée de trois membres, le Premier secrétaire de l'organisation régionale du Parti communiste, le chef du NKVD régional et le procureur de région. La *troïka* était habilitée à rendre deux types de sentences, peine de mort ou peine de dix ans de camp, immédiatement exécutoires, à huis clos, sans défense de l'accusé ni appel, plusieurs centaines de dossiers étant « instruits » au cours d'une seule séance.

¹³ RGASPI, 17/162/21/89.

¹⁴ APRF, 3/58/212/38.

de proscrits (Sibérie, Oural, Extrême-Orient soviétique) que le nombre des éléments « à exécuter » était le plus important¹⁵.

Le 30 juillet 1937, Nikolai Iejov signa « l'Ordre opérationnel du NKVD n° 00447, sur la répression des ex-koulaks, criminels et autres éléments antisoviétiques ». On remarquera d'emblée que ce texte énumérait non pas deux, ni trois ensembles d'individus à réprimer, mais pas moins de sept catégories à la fois très vastes, « élastiques » et entièrement construites par le régime :

- « ex-koulaks » rentrés chez eux après avoir purgé leur peine ou échappés de déportation et continuant à mener une activité antisoviétique ;
- éléments socialement nuisibles et « ex-koulaks » ayant fait partie d'un groupe criminel ou antisoviétique ;
- anciens membres de partis non bolcheviques, ex-fonctionnaires ou gendarmes tsaristes ;
- éléments antisoviétiques ayant servi par le passé dans des formations blanches, cosaques ou cléricales ;
- éléments antisoviétiques particulièrement actifs parmi les « ex-koulaks », les Blancs, les bandits, les membres de sectes, les membres du clergé, déjà exilés, incarcérés, ou condamnés ;
- éléments criminels continuant d'entretenir des liens avec le monde criminel, ou arrêtés mais non encore passés en jugement ;
- éléments criminels exilés ou enfermés dans un camp de travail, et qui continuent d'y mener une activité criminelle.

Tous ces éléments qualifiés de « socialement nuisibles » devaient être répartis en deux catégories : les « plus actifs » dans la catégorie I, les « moins actifs, mais néanmoins hostiles » dans la catégorie II. Les individus classés en catégorie I devaient être « immédiatement arrêtés et après passage devant une *troïka*, fusillés ». Les individus classés en catégorie II devaient être « arrêtés et enfermés dans un camp de travail forcé pour une durée de 8 à 10 ans ». L'ordre n° 00447 présentait ensuite les quotas, région par région, du nombre d'individus « à réprimer en 1^{ère} et en 2^e catégorie ». Ces chiffres correspondaient plus ou moins aux estimations envoyées les semaines précédentes par les directions régionales du Parti et du NKVD, quoique corrigées fortement à la hausse pour la catégorie II. Au total, les quotas prévus par l'Ordre n° 00447 étaient de 75 950 en 1^{ère} catégorie et de 193 500 en 2^e catégorie. Pour les « individus en 2^e catégorie », l'exil, peine initialement prévue, était remplacé par l'enfermement en camp¹⁶.

Les quotas les plus élevés étaient attribués à la région de Moscou (35 000, dont 5 000 en catégorie I)¹⁷, à la Sibérie occidentale (17 000, dont 5 000 en catégorie I), à l'Oural du Sud (16 000, dont 5 500 en catégorie I), à la région de Leningrad (14 000,

¹⁵ Ainsi, la direction régionale du NKVD de Sibérie occidentale proposait d'exécuter 10 924 « éléments socialement nuisibles », dont 6 642 « koulaks » et 4 282 « criminels » (télégramme de S.N. Mironov à Iejov du 8 juillet 1937). La direction provinciale du NKVD de Tcheliabinsk (Oural) proposait d'exécuter 2 552 « socialement nuisibles » et d'en envoyer 5 401 en camp de travail pour dix ans. La direction régionale du NKVD d'Extrême-Orient soviétique proposait d'éliminer 3 017 « socialement nuisibles » et d'en envoyer 3 681 en camp de travail, etc.

¹⁶ Sans doute parce que l'expérience acquise depuis le début des années 1930 avait montré que la déportation avec assignation à résidence était, du point de vue policier, une solution inefficace. Une proportion importante (pouvant aller jusqu'à 40 %) des exilés et des « déplacés spéciaux » fuyaient en effet leur lieu d'assignation et se fondaient dans ces populations marginales et sans papiers qui constituaient précisément la cible de l'opération lancée fin juillet 1937.

¹⁷ Soit nettement en-deçà des demandes présentées par Nikita Khrouchtchev (8 500 en catégorie I).

dont 4 000 en catégorie I), à la région Azov-Mer noire (13 000, dont 5 000 en catégorie I) et à la Biélorussie (12 000, dont 2 000 en catégorie I). L'Ukraine avait un quota global de 28 800 « individus à réprimer » (dont 8 000 en catégorie I).

Toutes ces opérations devaient commencer entre le 5 et le 15 août 1937 et être terminées dans un délai de quatre mois. En réalité, elles durèrent presque seize mois. Les quotas initiaux de « 2^e catégorie » furent multipliés par deux. Quant aux quotas « d'individus à réprimer en 1^{ère} catégorie », ils furent multipliés par plus de cinq !

« L'opération 00447 » pose d'emblée un grand nombre de questions, auxquelles nous tenterons de répondre.

Pourquoi, à un moment précis – août 1937 –, Staline a-t-il décidé de lancer l'« éradication » d'un tel nombre « d'ennemis » ?

Pourquoi cette pratique des « quotas » de répression ? A-t-elle des précédents dans la pratique bolchevique ?

Pourquoi a-t-on assisté à un emballement de la répression ? Cette dynamique a-t-elle été encouragée par les autorités centrales, ou a-t-elle échappé à tout contrôle ? Comment fonctionnaient les officines locales du NKVD appelées à « faire du chiffre » et à « remplir des quotas » ?

Comment les victimes ont-elles été ciblées ? Par un fichage policier ou administratif préalable ? À la suite de rafles ? Sur la base de dénonciations ?

Au-delà des catégories standard figurant dans les rapports et les statistiques du NKVD, peut-on esquisser une sociologie des victimes de « l'opération 00447 » ?

« Le moment 1937 »

Plusieurs éléments de réponse peuvent être proposés pour expliquer le « moment 1937 ».

Tout d'abord la perception aiguë, par Staline, à partir de la guerre d'Espagne, du danger imminent d'un conflit international auquel l'URSS ne pourrait se soustraire. En novembre 1936, l'Allemagne, l'Italie et le Japon signent le « pacte anti-Komintern », clairement dirigé contre l'URSS. Durant l'été 1937, le Japon attaque la Chine. La perspective, de plus en plus probable, d'une nouvelle guerre mondiale rappelle à Staline l'une des grandes leçons politiques léguées par Lénine : le rôle profondément déstabilisateur de toute guerre pour un régime politique, quel qu'il soit, et la nécessité d'éliminer à l'avance, par une « frappe prophylactique », tous les « ennemis intérieurs ».

En étudiant les télégrammes envoyés par Staline aux représentants diplomatiques et aux agents du NKVD en poste en Espagne au moment de la guerre civile, l'historien Oleg Khlevniouk a montré que Staline s'était convaincu que les défaites des Républicains espagnols étaient dues, en premier lieu, à leur incapacité à se débarrasser des « traîtres » infiltrés dans leurs rangs. Staline prit très au sérieux l'affirmation du général franquiste Mola, selon laquelle aux quatre colonnes marchant sur Madrid, il fallait en rajouter une cinquième œuvrant dans les rangs mêmes des Républicains et transposa aussitôt ce thème dans la situation intérieure soviétique¹⁸. Dans son discours du 3 mars 1937 devant le Plenum du Comité central, Staline développa longuement l'idée d'une « cinquième colonne d'espions et de

¹⁸ Oleg Khlevniouk, « The Reasons for the Great Terror : The Foreign-Political Aspect », dans Silvio Pons, Andrea Romano (eds.), *Russia in the Age of Wars, 1914-1945*, Roma, Annali, 2000, p. 159-173.

saboteurs, recrutés par les agents des Puissances étrangères et infiltrés dans toutes les sphères de la politique et de l'économie ». Un grand nombre d'orateurs assistant à ce plenum s'entendirent sur une prétendue « activation » des « ennemis intérieurs » : « ex-koulaks », membres du clergé, criminels. Ce regain d'activisme aurait été directement lié à la promulgation quelques mois plus tôt de la nouvelle Constitution qui, du moins sur le papier, effaçait toute une série de discriminations légales vis-à-vis de plusieurs catégories de proscrits, des citoyens privés jusqu'alors de leurs droits civiques et des « déplacés spéciaux¹⁹ ». Un certain nombre de ceux-ci crurent qu'il leur était désormais permis de quitter leur lieu d'assignation à résidence (ce qui n'était pas le cas), voire de récupérer les biens qui leur avaient été confisqués au moment de la « dékoulakisation ». Les fuites se multiplièrent dans les « villages spéciaux ».

Les nombreuses « peurs » liées au recensement général de la population de janvier 1937 sont un autre signe du « trouble des esprits ». La question portant sur la religion (chaque adulte recensé devait répondre par l'affirmative ou la négative à la question : « Êtes-vous croyant ? ») suscita, dans certaines régions, en particulier les frontalières, toute une série de rumeurs sur l'imminence non seulement d'une guerre, mais de la chute prochaine du régime. Un long rapport adressé début février 1937 par le NKVD aux responsables du recensement faisait état des très nombreuses « rumeurs défaitistes » qui avaient eu par exemple cours en Biélorussie au cours des trois mois précédents : « On marquera d'un sceau les non-croyants, Hitler va bientôt venir, il anéantira les non-croyants. » « On fait ce recensement en prévision de la déportation de tous les croyants, comme on l'a fait avec les koulaks. Après, ce sera la guerre, le pouvoir soviétique sera renversé, les déportés seront sauvés et les communistes pendus²⁰. » Toutes ces rumeurs étaient naturellement mises sur le compte de « l'activation de la cléricaille » par les responsables du NKVD.

Autre sujet d'alerte pour les autorités : les fuites massives des kolkhoziens à la suite de la récolte désastreuse de 1936, qui avait entraîné de sévères disettes dans toute une série de régions. Au printemps 1937, la situation alimentaire se dégrada sérieusement dans les villes, y compris à Moscou. La police fut à nouveau mobilisée pour tenter de freiner l'afflux des migrants venus des campagnes et autres « délinquants et vagabonds ». Début avril 1937, Iejov adressa à Staline un long rapport faisant état d'une « explosion de la criminalité » dans le pays²¹.

En réalité, le problème posé aux autorités par tous les éléments marginalisés de la « société socialiste » étiquetés, depuis des années, « éléments socialement nuisibles », « gens du passé » ou « socialement étrangers » n'était pas nouveau. Ce qui était nouveau en 1937, c'était la vision de ces « éléments » formant un « réservoir insurrectionnel », une « armée de réserve », une « cinquième colonne²² ». Fin mars, la direction du NKVD prépara pour Staline un long mémorandum « Sur les tâches des départements de contre-espionnage dans la lutte contre le sabotage dans

¹⁹ Cf. notamment les interventions de Robert Eikhe, 1^{er} Secrétaire du Comité du Parti de Sibérie occidentale, de V. Popok, 1^{er} Secrétaire du Parti du Turkménistan, et d'autres, *Voprosy Istorii* (Questions d'histoire), 1993, n° 6, p. 5-6, 25, 29-30.

²⁰ Cité dans Iuri Poliakov, Valentina Zhiromskaia, Igor Kiselev, « Polveka molcanija: Vsesoiuznaia perepis naselenia 1937 g » (Un demi-siècle de silence. Le recensement général de la population de 1937), *Sotsiologičeskie Issledovanija*, 1990, n° 7, p. 68-69.

²¹ Marc Jansen, Nikita Petrov, *op. cit.*, p. 81.

²² David Shearer, « Crime and Social Disorder in Stalin's Russia », *Cahiers du monde russe*, n° 39 (1-2), janvier-juin 1998, p. 126.

l'économie nationale ». Le document dressait une liste impressionnante des catégories de la population soviétique susceptibles d'être infiltrées par les services de renseignement étrangers : émigrés allemands, polonais, baltes installés en URSS ; citoyens soviétiques ayant travaillé, étudié ou séjourné à l'étranger – y compris, par exemple, les anciens prisonniers de guerre russes de la Première Guerre mondiale revenus de captivité d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie ou de Turquie ; anciens communistes exclus du Parti ; anciens membres des partis politiques « bourgeois », « nationalistes » ou socialistes (mencheviks, socialistes-révolutionnaires). À cette liste fournie s'ajoutait aussi les « gens du passé », les « ex-koulaks », ainsi que la vaste nébuleuse des « éléments socialement nuisibles » – bref, toutes les catégories qui allaient être ciblées, quatre mois plus tard, par les « opérations de répressions de masse²³ ».

La pratique des « quotas » de répression

Les longues listes de quotas de l'ordre opérationnel n° 00447 relevaient de cette « culture du chiffre » qui avait envahi les domaines les plus divers de la vie politique, économique et sociale des années 1930 et qui produisait indifféremment plans chiffrés d'éradication de la malaria, courbes de « liquidation de l'analphabétisme », objectifs quinquennaux de production ou quotas de « dékoulakisation ». Omniprésente, envahissante, la « culture du chiffre » traduisait la conviction, solidement ancrée chez les dirigeants staliniens, que le nouvel État « socialiste », parce qu'il était fondé sur la connaissance scientifique et la maîtrise du développement historique des sociétés, était en mesure de modeler celles-ci, d'en exciser les éléments hostiles, parasites ou nuisibles qui « polluaient » la nouvelle société socialiste. Les « quotas » de l'ordre n° 00447 avaient un remarquable précédent : les « quotas de dékoulakisation » des années 1930-1932. Le 30 janvier 1930, conformément à une décision secrète prise par le Politburo, Genrikh Iagoda, le chef-adjoint de l'OGPU (Direction politique d'État unifiée), avait adressé à tous les responsables régionaux de la police politique une directive attribuant à chaque région des quotas de dékoulakisation en « 1^{ère} » et en « 2^e catégorie ». Au nombre de 63 000²⁴, les « koulaks de 1^{ère} catégorie », définis comme « engagés dans des activités contre-révolutionnaires » ou « particulièrement endurcis », devaient être arrêtés et transférés en camp de concentration après un « passage rapide devant une *troïka* ». Il était en outre précisé « qu'à l'encontre des activistes koulaks les plus fieffés et endurcis (*sic*) devaient être appliquées des sanctions sévères comme la peine de mort par fusillade ». Les koulaks de « 2^e catégorie » – 129 000 à 154 000 familles²⁵ – définis comme les « paysans les plus riches, mais moins activement engagés dans des activités contre-révolutionnaires », devaient être arrêtés et déportés avec leur famille dans les régions éloignées et inhospitalières du pays (Grand Nord, Sibérie, Kazakhstan, Oural du Sud). En réalité, ces quotas furent rapidement dépassés : fin 1930, 283 000 « koulaks de 1^{ère} catégorie » avaient été arrêtés et condamnés, dont plus de 20 000 à la peine de mort ; fin 1931, plus de 380 000

²³ TsA FSB, 3/4/2013/54-67.

²⁴ Les quotas étaient respectivement de 15 000 pour l'Ukraine, 8 000 pour le Caucase du Nord, 4 000 pour la Moyenne Volga, 6 000 pour la Basse-Volga, 6000 pour la Sibérie, etc. (GARF, 9414/1/1944/17-25).

²⁵ Pour la plupart des régions, la directive indiquait une variante minimale et une variante maximale : 30 000 à 35 000 familles pour l'Ukraine, 10 000 à 15 000 pour l'Oural, etc.

familles de « koulaks de 2^e catégorie » (soit 1 803 000 personnes) avaient été déportées²⁶. Loin d'être l'opération planifiée fondée sur des « objectifs fermes » et des « quotas maîtrisés », la « dékoulakisation » se développa en un processus chaotique et largement incontrôlé. Dans leurs rapports internes, les responsables de la police politique ne cessaient de se plaindre des autorités locales, accusées de ne pas « arrêter ceux qu'il fallait arrêter » – ce qui n'était guère surprenant étant donné que personne n'avait jamais pris la peine de définir ce qu'était un « koulak ». De cette expérience, les dirigeants du Parti et de l'OGPU tirèrent deux conclusions : il était plus efficace d'avoir recours au fichage policier qu'aux initiatives et aux dénonciations provenant « d'activistes » ; compte tenu des conditions aléatoires de surveillance d'une telle masse de proscrits, la déportation et l'assignation à résidence d'« ex-koulaks » étaient, en 1937, « une étape dépassée », comme le reconnaissait sans ambages Sergueï Mironov, le chef du NKVD de Sibérie occidentale²⁷.

Injonctions d'en haut, zèle répressif d'en bas

Le développement d'une dynamique de dépassement des quotas fut assurément l'un des traits les plus remarquables de « l'opération 00447 ». La correspondance secrète entre le Politburo, la direction centrale du NKVD et les autorités régionales du Parti et du NKVD en éclaire les mécanismes et permet de mieux évaluer la part respective du centre et des initiatives locales. Lors de la réunion tenue au siège du NKVD à Moscou le 16 juillet 1937, à laquelle avaient été convoqués tous les responsables régionaux du NKVD, Iejov avait clairement indiqué que « ceux qui réaliseront les quotas les premiers seront considérés comme les meilleurs et les plus vigilants²⁸ ». Souvent nommés peu après la purge des dirigeants « compromis » avec l'ancien chef du NKVD, Genrikh Iagoda, arrêté en mars 1937, les nouveaux responsables régionaux, soucieux de faire du zèle et de montrer leur « vigilance bolchevique », multiplièrent les demandes d'augmentations des quotas et ce, dès avant le lancement programmé de l'opération, prévu pour le 5 août. Dès le 1^{er} août, Karoutskii, le nouveau chef du NKVD de la région Ouest, envoya un long rapport à Iejov, réclamant un supplément de 3 000 « éléments à réprimer en 1^{ère} catégorie », et de 6 000 « en 2^e catégorie²⁹ ». Cette demande reçut immédiatement l'appui de Iejov, qui envoya quelques jours plus tard une note à Staline. La démarche est éclairante : c'était bien Staline qui prenait, *in fine*, la décision. Celle-ci se bornait le plus souvent à une simple ligne manuscrite griffonnée sur la demande présentée par Iejov.

Pour montrer leur zèle répressif et obtenir de nouveaux quotas, certains dirigeants se lançaient dans la rédaction de longs rapports relatant la découverte de gigantesques « organisations insurrectionnelles ». Ainsi, Dmitriev, le chef du NKVD de la région de Sverdlovsk, envoya, à quelques semaines d'intervalle (les 13 août, 29 août et 11 septembre), trois mémorandums sur la découverte d'un « état-major insurrectionnel » dirigé par un « bloc de trotskystes, droitiers, socialistes-révolutionnaires, Gardes Blancs et par le métropolitain Pierre Kholmogortsev pour le compte des services secrets allemands et finlandais » ! Il y décrivait en détail la structure de la prétendue organisation composée, selon le schéma désormais bien

²⁶ Nicolas Werth, Alexis Berelowitch, *L'État soviétique contre les paysans. Rapports secrets de la police politique, 1918-1939*, Paris, Tallandier, 2011, p. 265.

²⁷ S. Mironov à N. Iejov, 8 juillet 1937, document publié dans *Trud*, 2 août 1997, p. 5.

²⁸ Compte rendu de cette réunion dans Marc Jansen, *op. cit.*, p. 84-85.

²⁹ TsA FSB, 3/4/259/1-4

établi, d'« ex-koulaks et d'éléments criminels³¹ ». Ramifiée sur tout le territoire de l'Oural et des républiques autonomes limitrophes³⁰, elle serait organisée en six « commandements insurrectionnels » chapeautant des centaines de « détachements armés ». Transmis par Iejov à Staline, ces rapports furent soigneusement annotés et commentés par le Secrétaire général :

« Au cam. Iejov. Qui précisément parmi les participants nommément cités a été arrêté, qui n'a pas encore été arrêté ? Le rapport de Dmitriev n'est pas clair sur la question. Dmitriev agit trop mollement. Il faut immédiatement arrêter tous les participants (petits et grands) à ces groupes insurrectionnels dans l'Oural. Très important. Il faut passer un balai de fer sur les républiques d'Oudmourtie, des Maris, des Tchouvaches et des Mordves³². »

Outre les « suppléments de quotas » accordés « à la demande », Staline et Iejov prenaient l'initiative d'augmenter les quotas d'une manière plus globale : ainsi, le 15 octobre 1937, Staline et Iejov distribuèrent à 58 régions et républiques de nouveaux quotas pour pas moins de 120 320 « individus à réprimer », dont 63 120 en 1^{ère} catégorie, et 57 200 en 2^e catégorie³³. Au cours des deux mois suivants, de nouveaux quotas furent accordés répondant, pour l'essentiel, à de nouvelles demandes de responsables locaux ; ils s'élevaient à 141 000 individus supplémentaires, dont 73 000 en « 1^{ère} catégorie ». Le 31 janvier 1938, le Politburo ratifia une nouvelle rallonge de 57 200, dont 48 000 en « 1^{ère} catégorie »³⁴. Toutes les opérations répressives de la « ligne koulak » initialement prévues pour quatre mois étaient prolongées jusqu'au 15 mars 1938. Deux semaines plus tard, Staline accorda le plus important quota jamais attribué à une seule république ou région : 30 000 en 1^{ère} catégorie pour l'Ukraine³⁵. Cette dynamique se poursuivit jusqu'en septembre 1938 : en sept mois (début mars-fin septembre), la plus haute instance du Parti ratifia de nouveaux quotas pour plus de 100 000 personnes. Entre le début et la fin de l'opération « koulak », la proportion de « 1^{ère} catégorie » passa d'un quart à la moitié de l'ensemble des condamnés. Les prisons étant surpeuplées, la mise en place des nouveaux camps prévus par l'Ordre n° 00447 butaient sur les habituelles lourdeurs bureaucratiques ; la solution la plus simple était donc d'accélérer les procédures et d'augmenter les quotas d'individus à exécuter.

Cette « course au chiffre » faisait peser une tension permanente sur l'ensemble de la chaîne des exécutants. Tension exaltante cependant pour nombre de jeunes officiers du NKVD récemment promus et qui espéraient, par leur zèle, gagner rapidement de nouveaux galons. En témoigne la correspondance entre Boris Koulvets, lieutenant de la Sécurité d'État, et Boris Malychev, chef du NKVD d'Irkoutsk³⁶. Du lointain site d'extraction d'or de Bodaibo, à plus de 1 000 kilomètres d'Irkoutsk, où il avait été envoyé en mission pour arrêter les « ex-koulaks et autres éléments criminels », le zélé lieutenant écrivait à son supérieur hiérarchique :

³¹ Ces trois rapports dans V.N. Xaustov, V.P. Naumov, N.S. Plotnikova (dir.), *Loubianka. Stalin i Glavnoie Upravlenie Gosbezopanosti NKVD, 1937-1938* (Staline et la Direction Principale de la Sécurité d'État du NKVD, 1937-1938), Moskva, Iz. Materik, 2004, p. 323-324, 331-332, 348-351.

³⁰ Républiques autonomes d'Oudmourtie, des Maris, des Tchouvaches et des Mordves.

³² V.N. Xaustov et alii (dir.), *Loubianka...*, op. cit., p. 352.

³³ TsA FSB, 3/5/197/129-131.

³⁴ RGASPI, 17/162/22/113.

³⁵ RGASPI, 17/162/22/127.

³⁶ Des extraits de cette correspondance sont traduits en français dans T. Kizny (dir.), *La Grande Terreur de 1937-1938*, Paris, Ed. Noir sur Blanc, 2013, p. 252-253.

« Je vous prie de prendre en considération que, dans les conditions de Bodaïbo, il y a un énorme contingent d'ennemis à qui il faut faire sentir la force du pouvoir soviétique. Aussi, la norme de première catégorie que vous avez fixée est une goutte d'eau dans l'océan et elle ne donnera aucun résultat tangible. Je vous prie instamment de réviser à la hausse la norme limite de première catégorie pour Bodaïbo. »

Dans sa correspondance télégraphique écrite à la main³⁷, Koulvets utilisait un langage codé « animalisant » les victimes :

« 900 têtes de bétail ont été achetées (arrêtées, N.W). 290 bêtes ont été abattues pour la viande. Le bétail continue d'arriver de divers lieux. Il est évident que dans les trois ou quatre prochains jours, il y aura un peu plus d'un millier de têtes. Par conséquent, d'ici le 10 mars, je n'aurai pas le temps de procéder à l'abattage du bétail. Comment faire ? (...)

« J'ai reçu l'autorisation pour 157 têtes aujourd'hui seulement, le 10 mars. Nous avons creusé 4 fosses. Il a fallu procéder à des explosions car le sol est gelé en profondeur. J'ai affecté 6 hommes à l'opération programmée. Mais c'est moi-même en personne qui mettrai à exécution toutes les sentences. Je ne confierai en aucun cas cette tâche à quiconque. À cause des routes impraticables, il faut utiliser des traîneaux de 3 ou 4 places. J'ai sélectionné 6 traîneaux. Nous assurerons nous-mêmes le transport et l'exécution par balles. Il faudra faire 7 ou 8 trajets. Cela prendra un temps fou, mais je ne me risquerai pas à affecter d'autres hommes à cette tâche de la plus haute importance. »

Tandis que les télégrammes échangés entre la direction du NKVD et les responsables régionaux, obsessionnellement centrés sur des chiffres froids « d'éléments à traiter en 1^{ère} ou en 2^{ème} catégorie », finissent par déréaliser le crime de masse, les témoignages des *perpetrators* recueillis au cours des inspections diligentées par le Parquet après la fin de la Grande Terreur nous plongent dans le quotidien des officines provinciales du NKVD de 1937-1938. Dans un environnement d'arbitraire absolu, tout était devenu possible – hors de tout contrôle. Tel était en effet le paradoxe : en apparence, les quotas de victimes alloués par le Centre étaient censés encadrer – au moins au niveau quantitatif – l'action répressive des exécutants locaux. Dans le même temps, l'injonction permanente à « remplir » des quotas de plus en plus élevés comme on dépasserait un plan de production ne pouvait qu'encourager des pratiques criminelles. Elle ouvrait un formidable espace d'inventivité et de liberté aux agents du NKVD : usage quotidien des tortures les plus sadiques pour arracher des aveux ; mise à mort atroce de détenus décapités à la hache, étranglés avec du fil de fer, tués à coup de barres de fer par des « experts » venus participer au « mariage », selon l'expression qu'utilisaient entre eux les agents du NKVD pour désigner les séances d'exécution.

Le choix des victimes

Comment étaient « choisies » les victimes de « l'opération 00447 » ? Au début (été 1937), elles étaient généralement puisées dans le vivier des individus fichés par les différents services de police. Il existait, au milieu des années 1930, une multitude de fichiers et de cartothèques tenus par des services de police différents – police des passeports, police criminelle, Sécurité, police des frontières – mais aussi par les organisations locales du Parti, les soviets ruraux, les départements « d'embauche et

³⁷ « Afin que les dactylos ne puissent pas me lire, je vous écris à la main », précisait Koulvets.

de licenciement » des grandes entreprises, etc. Au fil des années, un nombre croissant de « catégories suspectes » fut créé par le régime. À la veille de la Grande Terreur, une quinzaine de catégories d'individus faisaient en principe l'objet d'un fichage : les « ex-koulaks » et autres déportés et exilés dûment enregistrés sur leur lieu d'assignation à résidence ; les ex-fonctionnaires du régime tsariste ; les ex-officiers et engagés volontaires de l'Armée blanche ; les anciens participants à des insurrections paysannes, lorsqu'ils avaient été nommément identifiés à la suite d'une arrestation ; les *lichentsy*, individus privés des droits civiques ; les membres du clergé et des sectes ; les anciens membres des partis politiques, socialistes, libéraux ou nationalistes ; les individus exclus du parti communiste pour des motifs politiques ; les immigrés politiques venus s'installer en URSS ; les individus s'étant vu refuser la *propiska* (permis de résidence) dans les villes à « régime spécial³⁹ ». Ce fichage décentralisé, ciblant des catégories qui se recoupaient souvent, n'était cependant ni systématique, ni complet. De même, les degrés de fichage différaient. Inégalement à jour, ils étaient diversement activés, s'étageant depuis le niveau le plus élémentaire (une liste de noms de personnes appartenant à une catégorie « suspecte »), jusqu'à un fichage plus poussé si l'individu visé avait déjà eu affaire à la justice ou s'il avait été identifié comme un « élément antisoviétique actif ». Le dossier s'étoffait alors de *komproamat* (rapports d'agents, rapports administratifs, dénonciations, etc.).

C'est sur la base de ces listes que les responsables du NKVD fournirent à Moscou, au début du mois de juillet 1937, les estimations du nombre de personnes à arrêter et à condamner en « 1^{ère} » et en « 2^e catégorie ». Celles-ci servirent de base pour l'attribution des quotas initiaux. Les quelques études locales sur la mise en œuvre de « l'opération 00447⁴⁰ » montrent que les agents du NKVD commencèrent par choisir leurs victimes parmi les personnes déjà fichées. Dans la région de Kazan furent ainsi ciblés les paysans ayant participé en 1920 à « l'Insurrection des fourches » contre les réquisitions menées par l'Armée rouge. À Iaroslavl, on se contenta « d'écluser » les prisons et de mettre en « 1^{ère} catégorie » les criminels et les délinquants de droit commun récemment arrêtés par la police ordinaire, mais non encore jugés. À Ivanovo et à Petrozavodsk, on arrêta systématiquement non seulement les membres du clergé mais aussi les laïcs des « conseils paroissiaux ». Dans les régions de Perm et de Novossibirsk, les « déplacés spéciaux » (« ex-koulaks » déportés) fournirent aux *troiki* leurs premiers contingents. Leur passé constituait en lui-même un « matériau incriminant ». Voici le récit d'une rafle organisée dans le district de Prokopievsk, fin août 1937 :

« Un soir, nous sommes partis de Prokopievsk à quinze camions avec des gardes armés vers le village spécial Ioujnï que nous avait indiqué Dymnov⁴¹ comme "endroit où le gibier est abondant et la chasse bonne". Il y avait surtout des déplacés spéciaux.

³⁹ Pour tenter de limiter l'afflux massif de paysans vers les grandes villes, le régime soviétique instaura fin 1932 un « passeport intérieur » et un « permis de résidence » pour les citoyens. Un certain nombre de grandes villes (notamment Moscou, Leningrad, les capitales des républiques soviétiques), de sites industriels stratégiques ainsi que les zones frontalières dites « à régime spécial » firent l'objet de contrôles particulièrement stricts.

⁴⁰ A. Stepanov, « Provedenie kulatskoi operatsii v Tatarii » (Le déroulement de l'opération « koulak » au Tatarstan), dans Marc Junge, Rolf Binner, *Kak Terror stal « Bolshim »* (Comment la Terreur est devenue « Grande »), Moskva, Airo-XX, 2003, p. 267-272; Oleg Leibovitch, « Kulatskaia operatsia na territorii Prikamija v 1937-1938 g (L'opération « koulak » dans le Prikamie) », dans O. Leibovitch, A. Kazankov, A. Kabatskov (dir.), *Massovyi terror v Prikamie v 1937-1938* (La Terreur de masse dans le Prikamie, 1937-1938), Perm, 2006, p. 20-26.

⁴¹ Un des responsables du NKVD de Novossibirsk.

Nous avons arrêté tous les hommes. On n'avait pas de mandat d'arrêt, on les prenait tous, les uns après les autres, du moins ceux qui étaient dans les baraquements. On en a arrêté ainsi plus de 200 (...) Puis Dymnov a dressé, à l'aide de l'administration des peuplements spéciaux, la liste des gens qui avaient été pris. Ils furent tous inscrits comme membres d'une organisation terroriste de koulaks, selon un schéma préparé à l'avance. En général, les gens arrêtés refusaient d'avouer les deux-trois premiers jours et de signer les procès-verbaux. Alors on commença à employer la méthode forte : coups et interrogatoires à la chaîne sans sommeil ni nourriture, "travail en cellule"⁴² pour les contraindre à signer⁴³. »

Rapidement cependant, le premier vivier de suspects fut « éclusé », et les agents du NKVD durent recourir à d'autres méthodes pour remplir des quotas croissants dans un climat hystérique de course aux records : arrestations d'individus dont les noms avaient été obtenus de détenus soumis à la torture ; exploitation de dénonciations ou de « faits compromettants » souvent très anciens qui pouvaient remonter à la période de la révolution et de la guerre civile (1917-1921) ; réouverture de dossiers relatifs aux nombreux accidents de travail survenus dans les usines, les mines ou sur les voies de chemins de fer pour trouver des « saboteurs » ; rafles policières dans les gares et les marchés, lieux fréquentés par toute une population marginale, souvent en infraction au regard de la législation sur les passeports ou d'une des innombrables lois sanctionnant la « spéculation », la mendicité ou le « parasitisme ». Saisir l'occasion d'accidents ou de catastrophes naturelles était une autre façon de réaliser, voire de dépasser, les quotas. Ainsi, en Turkménie, le NKVD prit prétexte d'un incendie dans une usine pour arrêter tous ceux qui se trouvaient sur le site⁴⁴ ; à Sverdlovsk, le Premier secrétaire de l'organisation du Parti, Alexandre Vakulin, alléguant d'importants feux de forêts dans les environs de la ville, « allumés par des groupes de terroristes et de saboteurs koulaks », envoya le 27 septembre 1938 un télégramme à Staline demandant « un quota supplémentaire de 3000, dont 2000 en 1^{ère} catégorie⁴⁵ ». Pour traiter toujours plus d'affaires, l'inventivité des agents du NKVD – y compris dans le vocabulaire – était intarissable. À Tcheliabinsk, par exemple, ils mirent au point le système des « pièces de rechange » :

« Pour accélérer le processus, on utilisait la méthode des pièces de rechange, selon notre terminologie. On procédait ainsi : le procès-verbal d'interrogatoire composé par l'agent-instructeur était recopié à la machine par un grand nombre de dactylos (on en avait onze dans le département). On laissait quelques espaces en blanc : sur les données d'état-civil, les circonstances du recrutement d'espions, les faits d'espionnage et de diversion. Ceci accélérât la procédure, tant et si bien que nous arrivions à donner 8-10 affaires par jour. Certains, comme Grigoriev donnaient jusqu'à 18 affaires. Notre chef, Tchernov, le citait toujours en exemple comme "quelqu'un qui sait vraiment comment déraciner la contre-révolution"⁴⁶. »

⁴² Cette méthode, largement pratiquée durant la Grande Terreur, consistait à introduire dans les cellules de « faux détenus » (agents du NKVD) chargés de faire avouer les personnes arrêtées par des menaces, des chantages, des coups.

⁴³ Cité dans *Shit i mec Kuzbassa* (Le bouclier et l'épée du Kouzbass), Kemerovo, 2003, p. 479-480.

⁴⁴ John Arch Getty, Gabor Rittersporn, Viktor Zemskov, « Les victimes de la répression pénale dans l'URSS d'avant-guerre », *Revue des études slaves*, n° 65 (1993), p. 657.

⁴⁵ RGANI, 89/73/155/1

⁴⁶ Déposition de I.D. Likholet, Rapport de la Commission Pospelov, dans *Reabilitatsia. Kak eto bylo. Mart 1953-fevral' 1956. Dokumenty* (La réhabilitation. Comment a-t-elle eu lieu, mars 1953-février 1956. Recueil de documents), Moskva, Iz.Fond Demokratia, 2000, p. 339.

Des difficultés d'établir une sociologie des victimes

Peut-on établir une sociologie des victimes de « l'opération 00447 » ? La tâche s'avère particulièrement complexe. Dans les rapports qu'ils étaient tenus d'envoyer régulièrement à Moscou sur la progression de l'opération figuraient invariablement trois catégories totalement arbitraires : « ex-koulaks », « éléments criminels », « autres contre-révolutionnaires », parfois complétées par des données concernant le prétendu « crime contre-révolutionnaire » commis – espionnage, avec comme sous-rubrique « en faveur de tel ou tel pays⁴⁷ », terrorisme, sabotage et diversion, propagande et agitation contre-révolutionnaire, etc. Exceptionnellement, les condamnés étaient répartis en fonction de leur « composition sociale ». Mais sur ce point précis, il a été démontré⁴⁸ que les statisticiens du NKVD ont sciemment – et fortement – corrigé à la baisse le nombre des personnes condamnées appartenant à des « groupes sociaux proches du Pouvoir soviétique », selon la terminologie en vigueur – ouvriers, kolkhoziens, employés – et augmenté d'autant celui des « groupes ciblés » – « ex-koulaks », « gens du passé », « éléments déclassés et criminels », membres du clergé. Ce procédé permettait de démontrer que l'on combattait bien les ennemis qu'on était censé « déraciner » et « éliminer une fois pour toutes ». On soulignera toutefois que les chiffres globaux des victimes ne firent l'objet que de corrections marginales (inférieures à 1 %). Sans doute le suivi tatillon par la direction du NKVD de la « réalisation » des quotas rendait-il risquée une manipulation des chiffres globaux... Seul un travail approfondi sur les protocoles des *troïki* et des dossiers d'instruction (aujourd'hui encore difficilement accessibles aux chercheurs) pourrait permettre d'approcher de plus près la sociologie des victimes. Dans le cadre de cet article, nous nous bornerons à esquisser les contours de quelques « groupes à risque » et de « zones à risque ».

Le premier « groupe à risque », où les probabilités d'être arrêté étaient particulièrement élevées, était le clergé. On estime que 90 % des 31 300 serviteurs des cultes comptabilisés lors du recensement de janvier 1937 furent arrêtés et condamnés, la plupart en « 1^{ère} catégorie »⁴⁹. Même très affaiblie, l'Église orthodoxe était considérée par le régime comme la dernière structure organisée avec sa hiérarchie, ses réseaux, son vivier (les « conseils de paroissiens ») subsistant encore dans le pays en dehors du parti communiste et de ses « organisations sociales » (syndicats, unions professionnelles, etc.). L'existence même de cette structure, étroitement surveillée, voire noyautée, par la police politique, faisait des membres du clergé, systématiquement fichés, une cible idéale ; elle permettait en outre aux agents du NKVD un peu entreprenants et inventifs de construire de formidables conspirations englobant des dizaines, voire des centaines, de participants. La liquidation de celles-ci assurait naturellement à leur « inventeur » une promotion fulgurante.

⁴⁷ L'espionnage en faveur de la Pologne venait en tête, suivi de l'espionnage en faveur du Japon, de l'Allemagne, de la Lettonie, de la Roumanie, de la Finlande.

⁴⁸ Notamment par l'historien V.N. Nikolskii, cf. : « Falsifikatsia organami NKVD sotsialnogo sostava repressirovannykh na Ukraine v 1937-1938 » (La falsification, par les organes du NKVD, de la composition sociale des personnes réprimées en Ukraine en 1937-1938), communication présentée au colloque « La mise en œuvre de l'opération « koulak » dans les provinces », Moscou, 14-15 mai 2006, p. 3.

⁴⁹ Pour plus de détails, je renvoie le lecteur à Nicolas Werth, *op. cit.*, p. 257-267.

Un second « groupe à risque » – très différent du premier – était constitué par les anciens membres des partis politiques non bolcheviques, au premier rang desquels figuraient les socialistes-révolutionnaires. La probabilité d'être arrêté y était, comme pour les membres du clergé, de l'ordre de 90 %. En outre, la quasi-totalité des ex-socialistes-révolutionnaires arrêtés en 1937-1938 fut condamnée à mort. Depuis le grand procès public des dirigeants socialistes-révolutionnaires tenu en 1922, des milliers de militants de ce parti rival des bolcheviks, qui avait attiré à lui de larges fractions des masses rurales, avaient été arrêtés par la police politique et condamnés généralement à une peine de camp ou d'exil. À partir de 1936, la surveillance de ces anciens militants politiques tous fichés par la police se renforça, le NKVD prétextant un « renouveau d'activisme » de la part de ces proscrits⁵⁰. Selon les statistiques internes du NKVD, près de 28 000 « ex-membres du parti SR » (ainsi que 9 300 « ex-mencheviks ») furent condamnés en 1937-1938⁵¹.

Les « déplacés spéciaux », véritables parias de la société stalinienne, constituaient un troisième « groupe à risque ». En 1937-1938, près de 5 % d'entre eux – une cinquantaine de milliers de personnes sur un million – furent réprimés. En réalité, si l'on ne prend en compte que les déportés adultes (les enfants et les adolescents représentaient plus de la moitié des « déplacés spéciaux »), ce pourcentage est bien plus élevé – il dépasse largement les 10 %. Dans certaines régions (Sverdlovsk, Perm), 20 % des hommes déportés furent arrêtés durant la Grande Terreur. La plupart des « déplacés spéciaux » étaient, nous l'avons vu, « d'ex-koulaks » « dékoulakisés » au début des années 1930 et déportés vers l'Oural, la Sibérie, la région Nord, le Kazakhstan. Nombre d'entre eux travaillaient sur des chantiers de construction, dans les mines, ou dans l'industrie lourde du Kouzbass et de l'Oural. Ils constituaient une cible privilégiée, un « terrain de chasse » idéal pour les responsables locaux du NKVD en quête de victimes pour remplir leurs quotas : ils faisaient en effet l'objet d'une surveillance étroite (les déportés devaient pointer régulièrement à la *komandatura* du NKVD chargée de l'administration des « villages spéciaux ») et, de surcroît, ils étaient regroupés par centaines, voire par milliers, dans des baraquements où il était facile de procéder à des rafles.

Dans sa tentative de circonscrire les autres « groupes à risque », l'historien se heurte rapidement aux catégories construites par le NKVD – « gens du passé », « ex-koulaks », « éléments déclassés », etc. – catégories aux contours particulièrement élastiques sur lesquelles, nous l'avons vu, la manipulation statistique est maximale. Pour contourner l'obstacle, il convient de rechercher dans les documents internes du NKVD d'autres critères de classification quand ils existent. Un certain nombre de rapports font apparaître deux variables que l'on peut *a priori* considérer moins biaisées que les catégories citées ci-dessus. La première distingue, parmi les personnes arrêtées et condamnées, celles qui ont déjà eu affaire à la justice et celles qui n'ont jamais été condamnées. La seconde répartit les personnes arrêtées en fonction des grands secteurs socio-économiques (industrie, transports, administration, agriculture collectivisée, « secteur individuel et population urbaine non organisée »). Que constate-t-on ? D'abord qu'une très forte proportion (jusqu'à 70 % dans les cas documentés) des personnes arrêtées en 1937-1938 avaient déjà été condamnées par le passé, soit par les tribunaux ordinaires, soit par une juridiction

⁵⁰ Cf. la circulaire secrète de N. Iejov du 13 novembre 1936 adressée aux responsables régionaux du NKVD « Sur les mesures opérationnelles relatives aux socialistes-révolutionnaires », citée dans M. Junge, R. Binner, *op. cit.*, p. 180.

⁵¹ TsA FSB, 8os/ 1/80/57-58.

d'exception, à une peine de camp ou de déportation. Ensuite, que le « secteur individuel et la population urbaine non organisée » concentrait une part considérable des individus réprimés. Cette catégorie hétéroclite, qui regroupait pêle-mêle tous les éléments marginalisés de la population soviétique – paysans individuels ayant refusé d'adhérer au kolkhoze, membres d'une *artel* (coopérative sur une base volontaire), artisans, serviteurs du culte, personnes sans profession, vagabonds, éléments criminels – est très largement sur-représentée parmi les victimes de la répression⁵². À côté des « groupes à risque », il existait aussi des « lieux professionnels à risque », où les probabilités d'être arrêté ne prenaient en compte ni l'origine ni la position sociale : le danger y était aussi grand pour le directeur que pour l'employé ou l'ouvrier. Il s'agissait avant tout des entreprises travaillant pour la Défense nationale, mais aussi des nombreuses entreprises « accidentogènes » de l'URSS des années 1930 : mines, métallurgie, chantiers de construction, chemins de fer. Presque toutes les études régionales pointent l'importance de cette variable. Dans la région industrielle de Perm dans l'Oural, par exemple, les mines, les chemins de fer et les entreprises métallurgiques travaillant pour la Défense nationale fournirent le plus gros contingent de victimes de « l'Opération koulak » : 3 565 sur 7 959, soit 45%. L'immense majorité des cadres, ingénieurs, techniciens et ouvriers arrêtés fut accusée de « diversion et sabotage ». Une étude détaillée de la Grande Terreur dans cette région montre que l'ampleur des arrestations était directement corrélée au nombre et à l'importance des avaries et autres accidents survenus dans les entreprises ou sur les voies ferrées au cours de l'année précédente, particulièrement « accidentogène » suite au lancement du mouvement stakhanoviste. Pour les enquêteurs du NKVD, rouvrir et « réinterpréter » les dossiers relatifs à des accidents industriels permettait de fabriquer aisément des affaires groupées rassemblant des dizaines de « participants » ayant entre eux des liens professionnels⁵³.

Le tableau qu'il est aujourd'hui possible de reconstituer de la Grande Terreur est bien différent de l'image canonique des « purges », longtemps dominante dans l'historiographie. Il révèle une entreprise d'éradication sans précédent dans l'histoire européenne moderne qui, en seize mois, aboutit à la mise à mort, dans le secret le plus total, de quelque 800 000 personnes jugées « nuisibles ». Si Staline ne s'exprima jamais en privé sur ce crime de masse, son plus proche collaborateur, Viatcheslav Molotov, interrogé à la fin de sa vie, en 1985, justifiait sans la moindre réserve l'extermination de masse de la Grande Terreur :

« 1937 était indispensable. Depuis la Révolution, on n'avait cessé de combattre et de se battre de droite et de gauche, grâce à quoi on avait vaincu. Néanmoins, les restes défaits de nos ennemis n'étaient pas morts et, encouragés par la menace de l'agression fasciste, ils pouvaient encore rassembler leurs forces. Grâce à 1937, nous n'avons pas eu de 5^e colonne pendant la guerre (...) Staline avait donné à Iejov des instructions

⁵² 40 % des condamnés au Tatarstan, 45 % dans la région de Iaroslavl. À Moscou, A. Vatlin a justement attiré l'attention sur le nombre important de charretiers fusillés. Cf. A. Vatlin, « Boutovskie grabari » (Les charretiers de Boutovo), *Boutovskii Poligon* (Le polygone de Boutovo), vol. IV, Moskva, 2002, p. 5-10.

⁵³ A. Kabatskov, « Repressii protiv rabocix Prikamie v 1937-1938 » (Les répressions contre les ouvriers du Prikamie), in Oleg Leibovitch (dir), *op. cit.*, p. 83-124. Pour un autre exemple de répressions ciblant une entreprise stratégique marquée par une forte progression du nombre d'accidents au cours de l'année précédant la Grande Terreur, on pourrait citer l'Usine Ouralwagon de Nijni-Taguil étudiée par V.M. Kirillov, *Istoria repressii v Nijne-Tagilskom raione Urala* (Histoire des répressions dans le district de Nijni-Taguil, Oural), Nijni-Taguil, 2001.

précises. Celui-ci avait bien commencé à travailler, à couper selon le plan – et puis il s'est emballé, il a commencé à en faire trop⁵⁴, on ne pouvait plus l'arrêter ! Les répressions étaient une mesure prophylactique. De ce point de vue, Staline avait parfaitement raison, il tenait une ligne absolument correcte : qu'on coupe quelques têtes en trop, mais au moins il n'y aurait pas de flottement pendant la guerre, ni après⁵⁵ ! »

L'auteur

Directeur de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), Nicolas Werth est un spécialiste du stalinisme et des politiques de violence de masse. Parmi ses derniers ouvrages : *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, URSS 1937-1938* (Paris, Points Seuil, 2011) ; *L'État soviétique contre les paysans* (Paris, Tallandier, 2011, en collaboration avec Alexis Berelowitch) ; *La route de la Kolyma* (Paris, Belin, 2012).

Résumé

« L'opération 00447 », la plus importante des « opérations répressives secrètes » de la Grande Terreur de 1937-1938, constitue un exemple unique dans l'histoire soviétique de « massacre sur quotas ». L'analyse de ce paroxysme meurtrier permet d'éclairer plusieurs questions importantes : l'origine des « quotas de répression » et le contexte politique de cette forme d'ingénierie sociale ; les rôles respectifs de Staline, de Iejov et des dirigeants régionaux du Parti et du NKVD dans les processus de décision et de mise en œuvre de ce massacre de masse ; les critères de choix des victimes et leur sociologie. L'étude de « l'opération 00447 » contribue à renouveler la vision traditionnelle des « purges » staliniennes de la fin des années 1930.

Mots clés : URSS ; stalinisme ; Grande Terreur ; opérations répressives de masse ; Nicolas Iejov.

Abstract

“Operation 00447”, the largest “mass repressive operation” of the 1937-1938 “Great Terror”, is a unique case, in Soviet history, of a “quota-based” mass murder. The analysis of this murderous paroxysm casts light on several crucial topics such as: the origins of the practice of “quota-based repression”; the political context of this form of social engineering; the respective roles of Stalin, Ejev and of the regional Party and NKVD bosses in the decision-making and implementation of “Operation 00447”; the choice of the victims and their social background. The study of “Operation 00447” contributes to revisit the traditional approach to the Stalinist purges of the 1930's.

Key words : USSR; Stalinism; Great Terror; Mass Secret Operations; Nicolai Ejev.

Pour citer cet article : Nicolas Werth, « Massacre sur quotas : "l'opération 00447" (URSS, 1937-1938) », *Histoire@Politique*, n° 26, mai-août 2015, www.histoire-politique.fr

⁵⁴ L'expression utilisée par Molotov est plus imagée : « *On peresolil!* » (mot à mot : il a trop salé !)

⁵⁵ F. Chuev, *Sto sorok besed s Molotovym* (Cent quarante discussions avec Molotov), Moskva, 1991, p. 390-391, 416.